

République française

Au nom du peuple français

VG/ML

COPIE + GROSSE

Me Jacques André GUILLAUMIN

Me Jean Charles LE ROY DES BARRES

LE : 10 JUIN 2010

COUR D'APPEL DE BOURGES

CHAMBRE CIVILE

ARRÊT DU 10 JUIN 2010

N° - Pages

Numéro d'Inscription au Répertoire Général : 09/01782

Décision déferée à la Cour :

Jugement du Tribunal d'Instance de CLAMECY en date du 21 Octobre 2009

PARTIES EN CAUSE :

Le distributeur A, agissant poursuites et diligences de son représentant légal domicilié en cette qualité au siège social :

XXXX

XXXX

représentée par Me Jacques André GUILLAUMIN, avoué à la Cour

assistée de la SCP DOREY, PORTALIS, PERNELLE, FOUCHARD, BERNARD, avocats au barreau de DIJON, substituée par Me SABATIER SEIGNOLE, sa collaboratrice

APPELANTE suivant déclaration du 23/12/2009

Monsieur C.

né le XXXX

XXXX

XXXX

représenté par Me Jean Charles LE ROY DES BARRES, avoué à la Cour

assisté de la SELAS ELEXIA, avocats au barreau de NEVERS, substitué par Me Frédéric BOITARD, son collaborateur

INTIMÉ

10 JUIN 2010

N° /2

COMPOSITION DE LA COUR :

L'affaire a été débattue le 04 Mai 2010, en audience publique, la Cour étant composée de :

MONSIEUR RICHARD Président de Chambre,

entendu en son rapport

MONSIEUR LACHAL Conseiller

Mme LE MEUNIER Conseiller

GREFFIER LORS DES DÉBATS : Mme GEORGET

ARRÊT : CONTRADICTOIRE

prononcé publiquement par mise à disposition de l'arrêt au greffe de la Cour, les parties en ayant été préalablement avisées dans les conditions prévues au deuxième alinéa de l'article 450 du Code de Procédure Civile.

10 JUIN 2010

N° /3

Vu le jugement, frappé du présent appel, rendu le 21 octobre 2009 par le tribunal d'instance de Clamecy qui a :

- condamné le distributeur A. à payer à MONSIEUR C. la somme de 2997,08 € ;
- condamné le distributeur A. à payer à MONSIEUR C. la somme de 500 € en réparation du préjudice de jouissance subi ;
- débouté MONSIEUR C. du surplus de ses demandes ;
- condamné le distributeur A. aux dépens et à payer à MONSIEUR C. la somme de 300 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;
- ordonné l'exécution provisoire de la décision ; Vu les dernières conclusions en date du 29 mars 2010 signifiées par le distributeur A. appelante, tendant à :
- infirmer le jugement déféré ;
- dire suffisante l'offre du distributeur A. de verser à MONSIEUR C. une indemnité

complémentaire de 501 € ;

- débouter MONSIEUR C. de l'intégralité de ses demandes ;

- subsidiairement, dire avoir lieu à appliquer les dispositions de l'article 1386-2 du code civil et de déduire de toute réclamation sur la base de la valeur à neuf la franchise légale de 500 € ;

Vu les dernières conclusions en date du 15 avril 2010 signifiées par MONSIEUR C., intimé, tendant à confirmer le jugement déféré en toutes ses dispositions et à condamner le distributeur A. à lui payer la somme de 1500 € sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

Vu l'ordonnance de clôture en date du 29 avril 2010 ;

Sur quoi, la cour

Attendu que MONSIEUR C. est propriétaire d'un immeuble situé à XXXX ; que le distributeur A. reconnaît être responsable d'une surtension survenue dans ce lieu le 28 novembre 2006, ce qui a provoqué des dégâts sur les appareils raccordés au réseau électrique ; que MONSIEUR C. a été indemnisé par sa compagnie d'assurances à concurrence de la somme de 2969 € ; que les parties s'opposent sur le montant de l'indemnisation complémentaire ;

10 JUIN 2010

N° /4

Attendu que le premier juge a accordé une indemnisation sur la valeur à neuf des matériels endommagés sur le fondement de la responsabilité contractuelle telle que MONSIEUR C. l'a revendiquée ; que le distributeur A. considère qu'une valeur à neuf ne peut être réclamée compte tenu du taux de vétusté des appareils ; que subsidiairement, en application de l'article 1386 2 du code civil, elle estime qu'une franchise de 500 € doit être appliquée sur toute valeur à neuf ; que MONSIEUR C. répond qu'il sollicite la condamnation de son adversaire sur le fondement de la responsabilité contractuelle, le distributeur A. ayant failli à son obligation de résultat ;

Attendu que, comme l'a relevé le premier juge, l'article 1386 18 du code civil prévoit que les dispositions relatives à la responsabilité du fait des produits défectueux ne portent pas atteinte aux droits dont la victime d'un dommage peut se prévaloir au titre du droit de la responsabilité contractuelle ou extracontractuelle ou au titre d'un régime spécial de responsabilité ; qu'ainsi, MONSIEUR C. est fondé à solliciter son indemnisation sur le fondement de la responsabilité contractuelle de droit commun et non sur les dispositions des articles 1386 1 et suivants du code civil ;

Attendu que la réparation intégrale des dommages causés à une chose n'est assurée que par le remboursement des frais de remise en état de la chose ou par le paiement d'une somme d'argent représentant la valeur de son

remplacement ; qu'au vu des pièces versées aux débats, les frais de remise en état de certains matériels et la valeur de remplacement des autres matériels endommagés doivent être fixés à la somme de 4600 € ; qu'après déduction des sommes versées par l'assureur, le distributeur A. reste devoir à MONSIEUR C. la somme de 1631 € ; que le jugement déféré sera infirmé en ce sens ;

Attendu que par ailleurs, le tribunal d'instance a parfaitement chiffré le montant des dommages et intérêts alloué au titre du préjudice de jouissance ; que le jugement déféré sera confirmé sur ce point ;

Attendu que les parties perdant respectivement sur quelques unes de leurs demandes, il y a lieu de laisser les dépens d'appel et autres frais à la charge de celles qui les ont supportés ;

10 JUIN 2010

N° /5

PAR CES MOTIFS

La cour, statuant publiquement, contradictoirement et en dernier ressort,

Confirme le jugement déferé sauf sur la condamnation principale ;

Statuant à nouveau sur ce point,

Condamne le distributeur A. à payer à MONSIEUR C. la somme de 1631 € ;

Laisse les dépens d'appel et autres frais à la charge des parties qui les ont supportés.

L'arrêt a été signé par MONSIEUR RICHARD, Président de Chambre, et par Mme GEORGET, Greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

V. GEORGET B. RICHARD

Composition de la juridiction : MONSIEUR RICHARD, Jacques André GUILLAUMIN, SCP DOREY , PORTALIS , Pernelle , FOUCHARD , Bernard, Jean Charles LE ROY DES
Décision attaquée : TI Clamecy, Bourges 21 octobre 2009